

Monsieur le Président de la République
Monsieur le Premier Ministre
Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

Angoulême, Le 16 décembre 2020

Objet : La santé des français mérite une transparence sur les étals

Messieurs, le Président de la République, le Premier Ministre et le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation,

La crise de la Covid que nous subissons, a eu de lourdes conséquences sur notre pays. L'Agriculture n'échappe pas à cela et de nombreuses filières ont été fortement perturbées, fragilisées ou mises à mal par la crise que nous traversons.

Le Gouvernement a pris des mesures exceptionnelles pour préserver la santé de tous, comme dans tous les pays touchés par la pandémie.

Le MODEF salut particulièrement le soutien, porté par le gouvernement, aux productions françaises qui a permis de limiter la casse économique sur le secteur agricole. Pour autant les acteurs des filières n'ont pas toujours joué le jeu du « made in France ».

La forte diminution des transports de marchandises, forcée par le confinement, a impactée positivement une majorité de la filière fruits et légumes en mettant un frein à la concurrence déloyale que subissent habituellement les producteurs. Pendant cette période les grandes surfaces ont eu du mal à s'approvisionner d'Espagne ou du Maroc, les prix ont été rémunérateurs pour les producteurs. Mais, dès la réouverture des importations, les prix ont chuté à leur niveau d'avant.

Vous savez, tout autant que nous, que les produits importés de ces pays ne respectent pas les conditions sanitaires et/ou sociales de la France.

Le MODEF demande, une nouvelle fois, l'interdiction d'importer des produits alimentaires traités avec des molécules supprimées en France. En attendant cela, il semble urgent que soit mis en place une transparence à l'étal.

Nous ne comprenons pas que de tels produits puissent rentrer sur notre territoire, être présentés et vendus comme équivalent à notre production sans que le consommateur puisse faire la différence.

Pour la santé et la sécurité alimentaire des français cette mesure semble incontournable et urgente à mettre en œuvre.

Comptant sur une prise en compte rapide de notre demande.

Je vous prie de croire, Messieurs, le Président de la République, le Premier Ministre et le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, à l'expression de mes respectueuses salutations.

Raymond GIRARDI
Vice-Président du MODEF National

